

« Valeurs démocratiques » : NON-SENS !

On connaissait le "politiquement correct", la "discrimination positive", le "droit d'ingérence", et en attendant mieux encore dans le concours pour la formule la plus idiote, voici donc les "valeurs démocratiques".

Particulièrement utilisée par les membres de la caste politique qui nous dirige, véritable *no-menklatura* qui a confisqué le pouvoir et en cadennasse un peu plus chaque jour l'accès à ceux qui n'en font pas partie, l'expression cherche à justifier les abus de pouvoir et les atteintes aux libertés publiques par la prétention à sauvegarder des valeurs...



Le calamiteux Kouchner, apôtre socialiste du "droit d'ingérence" et donc de la destruction de la souveraineté nationale...

Tout autre chose sont les principes formels d'une démocratie, qui garantissent à tout citoyen les libertés de pensée, d'expression, d'association et de réunion. Que dire des gens qui tendent à supprimer le bénéfice de ces principes essentiels, à ceux qui ne partagent pas *leurs* valeurs ? Sinon que ce sont eux qui violent fondamentalement la démocratie !

Quiconque parle de valeurs sous-entend une idéologie ou une religion. Or la démocratie n'est précisément pas une idéologie ! N'en déplaise à ceux qui voudraient bien en imposer une...

Car la démocratie, c'est précisément le foisonnement et la relativisation de toutes les va-

leurs, la mise au passé de l'institutionnalisation de quelque valeurs que ce soient.

Valeurs OU libertés = dictature OU démocratie

La démarche est vieille comme le monde, qui justifie l'arbitraire et les abus de pouvoir par la prééminence de valeurs, censées prévaloir sur le droit des gens.

C'est le meilleur alibi de toutes les dictatures !

Si on excepte les tyrans de la haute antiquité, qui n'avaient pas l'hypocrisie de chercher une justification éthique à leur pouvoir absolu, on observe que tous les pouvoirs modernes ont trouvé progressivement plus intéressant de se trouver une justification religieuse ou idéologique. Déjà la monarchie absolue de l'ancien régime invoquait le "droit divin" ; Calvin, Cromwell, Bonaparte etc se prétendaient les garants personnels de valeurs qu'il fallait défendre, lesquelles justifiaient les multiples atteintes aux libertés. On a vu le marxisme-léninisme faire bon marché de la vie de millions de gens pendant la majeure partie du XX^e siècle, au nom du communisme idéal qu'il fallait construire. Le national-socialisme justifiait tous ses excès au nom de la défense de la race et de la théorie de l'espace vital. On connaît toujours à l'heure actuelle de nombreux pays où sévissent des pouvoirs totalitaires : tantôt ce sont les derniers régimes marxistes-léninistes (Chine, Cuba...), tantôt ce sont les pays religieux du monde islamique (Arabie, Emirats du golfe persique, Iran, Afghanistan), tantôt enfin ce sont des dictatures (nombreuses en Afrique : rappelons Idi Amin Dada, Bokassa, Mobutu...) moins préoccupées de se justifier idéologiquement. De tous temps, les régimes totalitaires invoquent l'impératif de maintenir des valeurs, pour



Fidel Castro: "La fin justifie les moyens"! Mais pour un politicien, la fin n'est-elle pas de se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible?

justifier les atteintes aux libertés. "La fin justifie les moyens" signifie à l'origine que les moyens les plus cruels ou les plus ignobles sont sanctifiés par le but idéal auxquels ils sont subordonnés. "On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs" est une formule plus triviale, mais qui signifie exactement la même chose. J'ai connu des communistes qui la sortaient pour excuser les pires abominations commises par l'URSS pour la "bonne cause".

La démocratie, triomphe des libertés garanties

Depuis les millénaires que les pauvres humains subissent les pouvoirs totalitaires, certains ont cru finir par découvrir un système qui serait "le pire, à l'exclusion de tous les autres", qui garantirait à chaque citoyen un maximum de libertés : la démocratie. Ce système se fonde tout bonnement sur la volonté exprimée par le plus grand nombre, par le suffrage universel. A noter cependant que la démocratie à l'origine, chez les Athéniens ses inventeurs, n'était pas aussi intégrale : le suffrage n'y était pas universel puisqu'il n'était le privilège que des hommes libres (les nombreux esclaves en étaient exclus). **Ainsi, la prééminence de valeurs, prétexte de tous les totalitarismes, faisait place à un empirisme pur et simple :**

rien n'est bien, rien n'est mal, et la loi suprême est celle de la "vox populi" qui s'exprime dans les élections : on choisit ses dirigeants et on leur confie, pour un temps limité, la direction des affaires au bénéfice des attentes des citoyens. S'ils ont gouverné selon ces attentes, on peut les élire pour un nouveau mandat. S'ils ont déçu ces attentes, on les renvoie au vestiaire et on en élit d'autres, plus proches des aspirations de l'électorat. Tel est l'esprit fondamental de la démocratie. On peut assurément regretter que ce système, par définition, fasse table rase de tout principe supérieur, mais l'expérience ayant suffisamment montré que tout "principe supérieur" avait pour fâcheuse conséquence de s'imposer en dominateur des individus, au point d'en aliéner leurs libertés essentielles (celles qui s'arrêtent là où commencent celles des autres), on a décidé que *le moins mauvais compromis* d'organisation politique était celui-là. Je parle donc de la démocratie, ou pouvoir du peuple (dèmos) dont l'adage serait "vox populi, vox dei".

**"Valeurs démocratiques" :
alibi
d'une nouvelle dictature ?**

Mais ne voit-il pas que dans certains pays (plus que dans d'autres), la démocratie a donné naissance à des *partis* ? Nés pour la plupart il y a plus d'un siècle, et se relayant au pouvoir dans des alliances tournantes, ces partis ont colonisé tout l'appareil de l'Etat et s'en sont progressivement appropriés tous les rouages. Et ils ont fini par *s'identifier* au système dé-



Le prieuré de Val Duchesse. Le Parlement ne fait qu'entériner les décisions négociées en petit comité par les partis politiques

mocratique, au point d'en avoir oublié que le principe de base ne leur confère qu'un mandat toujours conditionnel !

Alors, attachés par une longue habitude aux privilèges du pouvoir, lorsqu'ils ont commencé à rencontrer une certaine grogne dans la population, grogne se manifestant par l'émergence de nouveaux courants issus des forces vives du **peuple (qu'ils oublient) souverain**, ils ont cherché le moyen le plus efficace pour faire barrage à la montée de ces courants –dont nous sommes...

Et, se basant sur des analogies à l'emporte-pièce, ils nous présentent comme des résurgences des fascismes d'avant-guerre !

Dès lors, la consigne devient : préservons les "valeurs démocratiques".

Ils oublient, et peu de nos concitoyens se rendent compte, que **LA DÉMOCRATIE EST FONCIÈREMENT L'ABSENCE DE VALEURS INSTITUÉES !!**

La démocratie, on l'a vu, est ce qu'elle est, précisément en ce qu'elle nie essentiellement toute autre loi suprême que la volonté du plus grand nombre !

Par conséquent, se référer à cette formule des "valeurs démocratiques" ne fait qu'illustrer l'oubli fondamental de ce que signifie la démocratie.

En démocratie, il n'y a pas de valeurs en dehors de celles que choisissent les individus.

Et elles sont multiples et toutes respectables. Vouloir faire penser tout le monde de la même façon constitue la tentation totalitaire. La plus grande diversité des "valeurs" est le signe d'une vraie démocratie. Il n'y a donc pas de "valeurs démocratiques".

Les seuls critères d'une démocratie sont les principes essentiels de liberté de pensée, d'expression, d'association et de réunion.

Dans la mesure où nous exprimons les aspirations réelles d'un grand nombre de nos concitoyens, soyons bien convaincus que la démocratie est profondément notre force...

Isy LEMAIRE

La dictature des traités internationaux



On peut comprendre le souci qu'ont certains d'élaborer des protections contre la "dictature de la majorité".

C'est la raison d'être des "Droits de l'Homme". Des "valeurs supérieures" interdisent au peuple de faire n'importe quoi. Cela repose sur de bons sentiments. Et nous ne critiquerons pas ces "Droits de l'Homme" avec lesquels nous sommes globalement en accord.

Cependant, il est permis de s'interroger sur le processus qui a abouti aux diverses conventions des Droits de l'Homme.

On dit que les traités internationaux sont supérieurs à la loi. Soit! Certains affirment même à la Constitution...

Mais les traités internationaux (et les Droits de l'Homme en font partie) n'ont jamais été soumis à référendum dans notre pays. Et quand ils le sont dans d'autres pays, cela amène parfois des surprises (Voyez le dernier référendum en Irlande).

Quelle est la légitimité démocratique de ces traités, négociés le plus souvent en dehors de toute transparence, et imposés par les gouvernements aux parlements, pour ratification sans amendement possible?

Toute loi peut être critiquée, discutée, modifiée, abrogée. Mais la plupart des traités sont irréversibles: on ne peut qu'aller de l'avant, plus de marche arrière, de renégociation ou de dénonciation possible!

Non seulement les traités et conventions internationales prirent le droit interne, mais leur emprise s'étend à de plus en plus de matières!

De la sorte, sous prétexte de "grands idéaux", le droit échappe de plus en plus à la volonté populaire. Est-ce cela la Démocratie?